



## Le plan de "vivre ensemble" de Zuhal Demir, une drôle de conception de l'antiracisme

CONTRIBUTION EXTERNE Publié le jeudi 29 novembre 2018 à 11h10 - Mis à jour le jeudi 29 novembre 2018 à 11h11



**OPINIONS (DEBATS/OPINIONS)** **Le plan d'action national contre le racisme que la Belgique s'est engagée à mettre en oeuvre lors de la conférence des Nations Unies à Durban en 2001 n'existe toujours pas en 2018. La coalition pour un plan national contre le racisme (1) s'inquiète de l'anti-racisme vu par la secrétaire d'État à l'Égalité des chances.**

La secrétaire d'État à l'Égalité des chances avait promis qu'elle mettrait la main à la pâte une fois que le plan d'action interfédéral contre la discrimination et la violence à l'égard des personnes LGBTI serait lancé. Depuis, elle ne parle plus d'un plan d'action contre le racisme mais d'un "plan de vivre ensemble". Ce plan devrait s'attaquer à toutes les formes de radicalisme, de racisme et à la question du vivre ensemble. La société civile antiraciste tient à mettre en garde sur le fait qu'après 17 ans, notre pays ne peut pas se permettre de rater le coche.

PUBLICITÉ



## Contraste

Comme le projet de plan ne nous est pas encore parvenu, nous nous basons uniquement sur ce que la secrétaire d'Etat a mentionné jusqu'ici dans les médias et au Parlement. Selon Zuhail Demir, les "autochtones" sont en minorité dans certaines villes, ce qui justifierait le changement politique de sa nouvelle note. Le 7 juillet, elle a déclaré dans De Standaard qu'il existe *"également un racisme et un mépris manifestes pour notre société du côté des étrangers"*. Son plan de vivre ensemble doit donc intégrer les questions du "racisme anti-autochtones", de "la place de la religion ainsi que les droits et les devoirs de chacun". Sans oublier "le socle commun de notre société, un ensemble de valeurs non négociables, par exemple via une déclaration de primo-arrivant".

Le contraste entre cette note sur le vivre ensemble, anciennement plan national contre le racisme, et le nouveau plan interfédéral contre l'homophobie et la transphobie est interpellant. Ce plan contre l'homophobie ambitieux représente 115 mesures gouvernementales concrètes pour prévenir la discrimination et la violence contre les personnes LGBTI. Ce plan établit clairement que la lutte contre l'homophobie est inconditionnelle. Il n'est pas question de défendre les droits des personnes LGBTI à condition qu'elles respectent les droits des femmes, les droits des personnes handicapées ou d'origine immigrée. Il ne s'agit pas non plus d'un plan qui justifie la discrimination et la violence à l'égard des personnes LGBTI par les agissements de certaines personnes LGBTI. Les objectifs et les mesures de ce plan interfédéral ne sont pas liés aux efforts d'intégration de la communauté LGBTI tout simplement parce que les personnes LGBTI ne sont pas responsables de l'homophobie.

## Deux poids deux mesures

Apparemment, la même logique de lutte inconditionnelle ne s'applique pas au racisme et à la discrimination raciale. La société civile antiraciste attend d'un plan d'action contre le racisme qu'il combatte les préjugés et les stéréotypes au lieu de les renforcer et de les consolider. La société civile antiraciste est prête à aider le gouvernement dans ce projet. Nous souhaitons, à l'instar des représentants LGBTI pour le plan qui les concerne, être consultés et pris en considération par les autorités.

Nous n'attendons pas du plan qu'il règle tous les problèmes sociétaux, mais bien qu'il s'attaque au racisme et à la discrimination raciale dans tous les domaines de la société sans se contenter d'un inventaire des actions qui existent déjà. Le plan d'action LGBTI pourrait également servir de modèle à cet égard. Tous les gouvernements sont concernés par les mesures qui y figurent et ils sont responsables de leur mise en oeuvre. Dans sa note d'orientation, la secrétaire d'Etat annonce que "le plan de vivre ensemble doit s'adapter à chaque culture et doit être intemporel". Mais nous considérons plutôt que ce plan antiraciste est particulièrement nécessaire ici et maintenant et qu'il doit s'insérer dans les réalités du contexte. Il doit par ailleurs faire l'objet d'une évaluation permanente et d'ajustements périodiques.

Le plan LGBTI a permis à la Belgique de se classer deuxième dans le classement ILGA en 2016. Il formule la saine ambition que notre pays puisse continuer à occuper cette position de leader. Un tel classement n'existe pas pour le racisme. Cependant, selon les statistiques comparatives européennes, notre pays se trouve en bas de l'échelle en ce qui concerne le taux d'emploi des personnes issues de l'immigration. Et de tous les pays de l'OCDE, nous avons le plus grand écart de résultats entre les élèves issus de l'immigration et ceux qui n'en sont pas issus. Les défis à relever ne manquent donc pas. A présent, il ne reste qu'à formuler les ambitions, à les concrétiser et surtout, à éviter que le plan d'action national contre le racisme ne devienne un plan de vivre ensemble stérile et superficiel.

(1) La Coalition est composée des organisations suivantes:

ACLI Vlaanderen vzw, ACOD cultuur, ACV-CSC, AIF+ vzw, Asbl Objectif - mouvement pour l'égalité des droits, Asbl Union, Balkan LGBTQIA+, Bamko asbl, BePax, BOEH!, Bruxelles Panthères, CBAI asbl, Collectif Contre l'Islamophobie, ella vzw | Kenniscentrum gender en etniciteit, ENAR Europe, ENAR Belgium, Federatie van Marokkaanse Verenigingen, FENIKS vzw, Furia, Hand in Hand tegen racisme vzw, Hand-in-Hand Gent, Hart boven Hard, Internationaal Comité vzw, Job@Ubuntu, Karamah EU, Kif Kif vzw, Le Collectif Mémoire Coloniale de Lutte contre les Discriminations, Le Monde des Possibles – Liège, Liga voor Mensenrechten, Ligue des droits de l'Homme, Merhaba vzw, Minderhedenforum, MRAX, Mwindi Kitoko, Netwerk tegen Armoede, ORBIT vzw, Platform Allochtone Jeugdwerkingen, RainbowHouse, Réseau de Soutien aux Victimes Brésiliennes de la Violence Domestique, RIMO Limburg vzw, RoSa vzw, Samenlevingsopbouw sector, School zonder Racisme vzw, SHARE (Forum des Migrants), Tayush, Union des Progressistes Juifs de Belgique, Vie féminine, VZW Jakoeboe - Welzijnsschakel Vluchtelingen Oostende, Welzijnszorg.

*Titre et intertitres sont de la rédaction*

## Contribution externe

([http://self-booking.ligatus.com/?utm\\_source=ligatus-de&utm\\_medium=placement&utm\\_content=logo&utm\\_campaign=branding](http://self-booking.ligatus.com/?utm_source=ligatus-de&utm_medium=placement&utm_content=logo&utm_campaign=branding))

([http://self-booking.ligatus.com/?utm\\_source=ligatus-de&utm\\_medium=placement&utm\\_content=text&utm\\_campaign=branding](http://self-booking.ligatus.com/?utm_source=ligatus-de&utm_medium=placement&utm_content=text&utm_campaign=branding))

